

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2770>



Interview de collègues du lycée Utrillo (93) : Pas de police à la tête d'un lycée !

- Éducation -



Publication date: mardi 5 mars 2019

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

À Stains, au mois de novembre 2018, la nomination d'un ex-gendarme à un poste de proviseur adjoint (PA) au lycée Utrillo a eu pour conséquence un mouvement de grève chez les enseignant-es. Des membres de cette équipe reviennent sur les raisons du refus de cette nomination.

► **Dans quelles conditions le Rectorat a nommé un ex-gendarme à ce poste de PA particulièrement au Lycée Utrillo ?**

Les élèves du lycée sont recruté-es sur deux villes : Stains et Pierrefitte-sur-Seine. De violentes rivalités opposent plusieurs cités de ces deux villes et différents acteurs de terrain (mairie, associations, médiateurs) nous disent ne pas avoir les moyens suffisants pour ramener le calme et l'apaisement. Nous avons vécu des moments d'affrontements entre bandes rivales sur notre parvis et nos collègues de la vie scolaire, AED et CPE ont dû y faire face. Aucune de ces violences n'a eu lieu à l'intérieur de l'établissement, même si elles ont touché certains de nos élèves comme victimes. Il n'y a aucun gros souci de sécurité à l'intérieur du lycée, pas plus que dans aucun autre lycée de France. Ce sont uniquement les problèmes qui ont eu lieu autour du lycée l'an dernier qui ont conduit le rectorat à la création de ce poste sans aucune consultation avec les équipes pédagogiques. À la rentrée, nous avons appris la nomination d'un 3ème PA dont les missions exactes comme le corps d'origine ne nous ont pas été communiqués, sauf qu'il aurait 50 % de son temps consacré à un travail de proviseur adjoint classique et 50 % dédié à la sécurité. Puis, aucune information, ni de notre direction, ni du rectorat, malgré nos demandes d'audience.

► **Quelles sont vos revendications en termes de « sécurité » dans votre établissement ?**

C'est contre la violence sociale que nous demandons des moyens. Nos revendications concernent l'augmentation du nombre d'adultes en poste (notamment AED, APS...), la pérennisation des équipes dans l'établissement et des classes à effectifs raisonnables, des dédoublements, meilleurs garants de conditions d'apprentissages sereines pour l'ensemble de la communauté éducative. En termes de « sécurité », personnellement, nous ne réclamons rien du tout dans notre établissement ! Nous avons la chance d'avoir comme collègue un APS (agent de prévention et de sécurité) et des Assistant-es d'Éducation qui repèrent, désamorcent les conflits de manière efficace, et ce quotidiennement avec les autres adultes de l'établissement.

Nous avons besoin d'adultes supplémentaires pour écouter, accompagner, aider, rassurer, motiver nos élèves, notamment la création d'un deuxième poste d'infirmière et un deuxième poste

d'assistante sociale, qui travaillent aujourd'hui avec 1300 élèves.

► **Comment l'équipe éducative et pédagogique qui a signifié son refus conçoit la notion de sécurité ?**

La sécurité passe par la discussion qui permet la prévention et, s'il le faut, une action sur le terrain (présence sur le parvis des professeurs qui aident les AED face à des situations de crise). Les actions de prévention des conflits sont nécessaires : il faut apprendre à gérer un conflit avec un pair, avec un adulte (cela vaut aussi pour les personnels !).

La notion de sécurité est présente partout et tout le temps (PPMS, Plan vigipirate, gendarme-proviseur dans le lycée recruté pour ses compétences de gendarme), sous son aspect anxiogène pour les élèves et pour les personnels (risques, dangers, violences, etc.), et c'est hyperréducteur. Pour nous, la sécurité c'est comment faire en sorte que nos élèves se sentent bien dans leur lycée, c'est promouvoir l'écoute, l'accueil.

► **Quelles ont été les réactions des lycéen-nes à l'annonce de cette nomination ?**

Ils ont bloqué l'établissement deux jours, les élèves du CVL ont écrit des tracts dénonçant le tout sécuritaire. Nous les avons sentis peu rassuré-es (même si certain-es n'étaient pas opposé-es à cette nomination). Certain-es élèves sont mobilisé-es, d'autres inquiet-es, mais la majorité d'entre eux n'a pas saisi la portée symbolique que représente la nomination d'un gendarme proviseur dans leur lycée : la stigmatisation des élèves des quartiers populaires vus comme de potentiels délinquants, qu'il faudrait « mater » par un lieutenant, la stigmatisation des quartiers populaires où les habitants ne méritent que répression, contrôle, flicage. Certain-es se sont aussi posé la question de la sécurité des élèves sans papiers et se sont inquiété-es de la présence d'un gendarme et de sa possible action.

► **Comment évolue la situation depuis la nomination ?**

La situation est tendue avec l'administration, les collègues sont plongé-es dans une énorme souffrance. Si la volonté est de créer un poste dédié à la sécurité des extérieurs du lycée, nous avons suggéré au rectorat de lui donner un bureau hors les murs du lycée.

Nous avons découvert que ce proviseur adjoint avait « liké », et donc participé à la diffusion, d'un tweet dans lequel on nous traite de « merdes ». La seule réaction du recteur a été de dire : « oui, mais

vous avez vu comment vous l'avez accueilli aussi ? ».

De plus, durant les blocus de cette année, nous avons connu des grands moments de tensions avec la police et avons constaté l'inutilité de ce proviseur adjoint qui n'est à aucun moment intervenu pour apaiser les tensions provoquées par les policiers. Ce sont des parents d'élèves qui ont eu le courage d'aller discuter avec ces policiers pour tenter d'apaiser la situation.

Propos recueillis par Ingrid Darroman